



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Recruter au SPF Finances pour équilibrer le budget de l'État... soutenir les entreprises et soulager les citoyens !

En 5 ans, à l'Administration générale de la Fiscalité : -2 106 agents ! -63 % de contrôles !

Une perte colossale pour le budget de l'État. Diminuer le personnel est tout sauf une économie.

Depuis des années, pour des raisons budgétaires, les gouvernements successifs n'ont cessé de réduire les effectifs de la Fonction publique.

Dans ce cadre, le SPF Finances a malheureusement toujours été en première ligne ! Ainsi, au cours des 5 dernières années, rien qu'à l'Administration générale de la Fiscalité, le SPF Finances a encore perdu plus de 2 100 agents !

Ces pertes d'emplois sont tout sauf une économie pour notre pays. On peut même parler de catastrophe pour le budget de l'État.

En effet, inévitablement, les contrôles ont diminué : -63 % en 5 ans !

Le résultat :

- en 2015, par rapport aux majorations de revenus de 2010, la perte annuelle cumulée de l'IPP et de l'ISOC s'élève à plus de 2 milliards d'euros ;
- la TVA mise en recouvrement suite aux contrôles a quant à elle diminué de 377 millions d'euros par an.

Il s'agit d'un gouffre par rapport à l'économie en personnel réalisée.

Et tous ces chiffres sont officiels : ils proviennent directement du rapport annuel 2015 du SPF Finances.

En faisant des économies au SPF Finances, le gouvernement se prive tout simplement de milliards d'euros et de moyens d'investissement permettant d'équilibrer son budget, et cela sans parler d'impôts nouveaux mais bien d'équité fiscale...

En mai et juin derniers, les agents du SPF Finances ont rappelé à leur ministre l'importance d'investir dans leur département. Le ministre avait alors fait certaines promesses, comme le remplacement de 1 pour 1 dans les fonctions de contrôle. Malheureusement, ces promesses n'ont été suivies d'aucun acte concret...

Une nouvelle réunion entre le ministre et les syndicats du SPF Finances se déroulera mardi prochain, le 11 octobre. Il est plus que temps que le ministre tienne ses promesses.

En attendant, l'UNSP – Secteur Finances soutient l'action organisée en front commun syndical à Wavre ce 7 octobre en vue de défendre la Fonction publique, son personnel, ainsi que le statut et la pension des agents de l'État.